

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
جامعة جيلالي ليابس بسيدي بلعباس
كلية الحقوق والعلوم السياسية
19 مارس 1962

الرقم : 218 / 2023 /
سبدي بلعباس في : 2023/08/22

إعلان عن الاستشارة رقم 2023/04

تعلم كلية الحقوق والعلوم السياسية 19 مارس 1962 لجامعة لجيلالي ليابس بسيدي بلعباس عن طلب استشارة لفائدة الكلية في اطار ميزانية سنة 2023

- موضوع الاستشارة :

- عتاد و لوازم لفائدة التكوين لما بعد التدرج .

- شروط التأهيل (les conditions d'éligibilité)

2- محل تجاري الكتروني في النشاط المطلوب

3- رقم أعمال لا يقل عن 2.000.000,00 دج مليوني دينار . (معدل الثلاث سنوات الأخيرة)

- يجب أن تحتوي العروض على " ملف الترشيح " . " عرض تقني " . " عرض مالي " حسب ماهو مبين وموضح في دفتر الشروط على ان يوضع ملف الترشيح والعرض التقني والعرض المالي في اظرفة منفصلة ومقفلة باحكام يبين كل منها اسم المتعهد ومرجع طلب العروض وموضوعه, و تتضمن عبارة " ملف الترشيح " او " عرض مالي " حسب الحالة . ونوضع هذه الاظرفة في ظرف آخر مغفل باحكام ومبهم ويحمل عبارة " لايفتح إلا من طرف لجنة فتح الاظرفة وتقييم العروض " .

- تحدد مدة تقديم العروض ب : ستة (06) أيام ابتداء من اول يوم لصدور هذا الإعلان على ان يكون فتح الاظرفة في اليوم الأخير وعلى الساعة 11 : 00 مساء صباحا في يوم الثلاثاء 2023/08/29.

- يبقى المتعهدون ملزمين بعروضهم لمدة تساوي مدة تحضير العروض زائد ثلاثة (3) اشهر .

- يلتزم كل متعهد بإيداع الوثائق المطلوبة مع العرض الذي يتقدم به وجوبا .

- ملاحظة :

- يستحب دفتر الشروط من الموقع الإلكتروني لكلية الحقوق والعلوم السياسية وجامعة

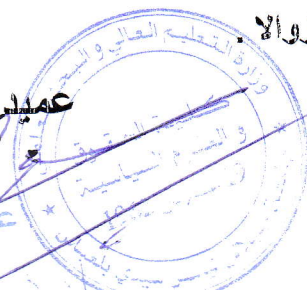
الجيلالي ليابس بسيدي بلعباس .

- يتم إيداع العروض على مستوى أمانة عمادة الكلية ابتداء من تاريخ الإعلان من الساعة

التاسعة صباحا إلى الساعة الواحدة زوالا .

عميد الكلية

عن رئيس الجامعة
و يفوض منه
عميد كلية الحقوق
و العلوم السياسية



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la
Recherche Scientifique
Université djillali liabes de Sidi Bel Abbas

Faculté de droit et de sciences politiques

19 Mars 1962

Consultation N° 04 /2023

Intitulé de l'opération :

*Acquisition : Matériel et fournitures pour la formation
post-graduée*

Au profit

de la Faculté de droit et de sciences politiques

Budget de fonctionnement
Exercice budgétaire année 2023

Adresse :

....
Tél :

CAHIER DES CHARGES CONCLU

Entre :

Monsieur le Doyen de la faculté de
représenté par Monsieur :.....
désigné ci-après par l'expression : « Contractant»

D'une part,

Et

Le fournisseur
Siège social
Représenté par son Monsieur :
Désigné ci-après par l'expression : « Co-Contractant »

D'autre part

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

A. DISPOSITONS GENERALES

ARTICLE 1 : Objet du cahier des charges.

Il s'agit d'acquisition deau profit de la *Faculté de droit et de sciences politiques* de Sidi Bel Abbes dans le cadre du budget de fonctionnement 2023 .

:

ARTICLE 2 : Qualification des soumissionnaires.

2.1- la présente soumission est ouverte à toute entreprises publiques ou privées, importateurs, grossistes et détaillants (avoir le code du registre de commerce conforme et en accord avec l'offre de la consultation) .

Obs : Les soumissionnaires seront retenus pour l'offre le moins disant de la quantité minimale du devis quantitatif et estimatif après qualification

2.2- Les soumissionnaires sont invités à présenter leurs références accompagnées de toutes informations utiles relatives à des prestations similaires à ceux du présent projet réalisées par eux durant les derniers exercices. Ils devront en outre, fournir la preuve qu'ils seront en mesure de concilier leurs obligations qu'ils contracteront au titre du présent cahier des charges.

ARTICLE 3 : Dépenses encourues du fait de la consultation.

Le soumissionnaire supportera toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre, et le contractant ne pourra en aucun cas en être tenue pour responsable.

B. DOSSIER DE LA CONSULTATION

ARTICLE 4 : Contenu du dossier de soumission.

4.1- L'ensemble du dossier de soumission qui doit être présenté par le soumissionnaire doit comprendre les documents constituant l'offre technique et figurant dans la consultation .

A. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le présent cahier des charges dument renseigné et approuvé par le soumissionnaire accompagné des pièces et documents ci après en cours de validité réglementaire dument égalisées :

- Déclaration de candidature
- Déclaration de probité.
- Copie de l'extrait du registre de commerce
- bail de location ou titre de propriété du local commercial.
- Copie de l'extrait du casier judiciaire du gérant récent.
- Copie de l'extrait de rôle apuré.
- Copie de l'attestation de mise à jour CNAS-CASNOS- l'année 2023
- Copie de l'Identification fiscale (NIF).
- Copie de l'Identification (NIS).
- Copies des références professionnelles.
- Bilans de résultats des trois dernières années

B.

OFFRE TECHNIQUE

- Déclaration à souscrire datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges
- Le présent cahier de charge sans aucune modification revêtue du cachet, de la griffe et de la signature du soumissionnaire.
- Délai de livraison

A-

OFFRE FINANCIERE

Le présent cahier des charges (offre financière) dument renseigné et approuvé par le soumissionnaire:

- La lettre de soumission datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire
- selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges
- Le bordereau des prix unitaires.
- Le devis quantitatif et estimatif.

4.2- Le soumissionnaire devra soigneusement examiner toutes les instructions, conditions, spécifications et plans figurant au dossier de la consultation. La présentation d'une offre non conforme au dossier de la consultation , ainsi que les soumissions qui ne répondraient pas pour l'essentiel aux conditions arrêtées dans le dossier de la consultation , seront rejetés.

4.3- Le soumissionnaire doit examiner toutes les instructions, conditions et spécifications contenues dans les documents de la consultation . Le soumissionnaire assumera les risques de la présentation d'une offre non conforme aux documents de la consultation. Ces carences entraînent le rejet de son offre.

Observation :

**Le cahier de charge .
La déclaration de candidature ,
La déclaration de probité ,
La déclaration à souscrire ,
La lettre de soumission ,
Le bordereau des prix unitaires ,
Le devis quantitatif et estimatif ,**

Ces documents indiqués ci-dessus doivent être présentés avec signature et cachet du soumissionnaire, le non respect de ces directives ou le manque d'une pièce parmi celles indiquées ci- dessus l'offre sera éliminée.

C. PREPARATION DES SOUMISSIONS

ARTICLE 5 : Montant de l'offre.

5.1- Le soumissionnaire soumettra les prix unitaires correspondant à tous les articles figurant au devis estimatif et quantitatif et au bordereau des prix unitaires .

ARTICLE 6 : Forme et signature des offres.

- Le soumissionnaire préparera les documents constituant respectivement l'offre financière et l'offre technique.

Obs : En cas où un article parmi les autres articles ne sera pas mentionné sur le bordereau des prix unitaires ou dans le devis estimatif et quantitatif, l'offre sera éliminée.

D. REMISES DES OFFRES

ARTICLE 7 : Forme et signature de l'offre :

Le soumissionnaire préparera les documents constituant son offre en original.

L'offre sera signée par le soumissionnaire ou par une personne dûment autorisée à obliger celui-ci cette autorisation fera l'objet d'une procuration écrite accompagnant l'offre. Toutes les pages de l'offre seront paraphées par le signataire

L'offre ne comportera aucune modification surcharge ou suppression à l'exception de celles effectuées conformément auquel cas de telles correction seront paraphées par le signataire de l'offre.

En cas où l'offre contient des ratures et des surcharges des prix unitaires pouvant créer des contradiction ou une impossibilité de leurs lectures, l'offre sera rejetée.

ARTICLE 8 : Prestation de l'offre.

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 du 20 /09/2015 portant la réglementation des marchés publics et délégations de service public le dossier de candidature l'offre technique, et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention : « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière ».

❖ **La première enveloppe « I »** comporte le dossier de candidature et portera la mention :

« Dossier de candidature »

Dénomination de l'entreprise.....

Avis de consultation ouverte N° : /2023

Opération :

❖ **La deuxième enveloppe « II »** comporte l'offre technique et portera la mention :

« Offre Technique »

Dénomination de l'entreprise.....

Avis de consultation ouverte N° : ./2023

Opération:

❖ **La troisième enveloppe « III »** comporte l'offre financière et portera la mention :

« Offre financière »

Dénomination de l'entreprise.....

Avis de consultation ouverte N° : ./2023

Opération: s

Ces trois (03) enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

<<A ne pas n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres>>.

Avis de consultation ouverte N° : /2023

Opération:

N.B :

- **Si l'enveloppe extérieure n'est pas marquée comme indiqué, le maître de l'ouvrage ne sera en aucun cas responsable de l'égarement ou de l'ouverture prématurée de l'offre.**

Les offres devront être déposées directement, ou expédiées, à la date de dépôt des offres fixée ci-dessus à l'adresse
Faculté de droit et de sciences politiques

- **Aucune offre ne sera acceptée si elle parvient après la date fixée pour le dépôt des offres.**
- **Il est expressément demandé de respecter ces instructions. Toute offre y dérogeant sera automatiquement écartée.**

ARTICLE 8 : Clôture de dépôt des offres.

8.1- Les offres doivent être reçues par le contractant aux adresses, dates et heures mentionnées dans l'annonce de la consultation.

La durée de la préparation des offres est fixée de **06** jours.

Les offres doivent être reçues par le contractant le sixième **jours** à compter de la date de la première parution de l'annonce de la consultation avant 10h00 du matin.

ARTICLE 9 : Offres tardives.

Toute offre reçue par le soumissionnaire après l'expiration du délai de dépôt des offres arrêté par le contractant ne sera pas prise en considération.

ARTICLE 10 : Modification et retrait des offres.

Le soumissionnaire ne peut modifier ou retirer son offre après l'avoir présenté.

ARTICLE 11 : Ouverture des plis.

- ✓ Le contractant réunira la commission d'ouverture et d'évaluation des plis le dernier jour correspondant à la date limite de dépôt des offres à 10 h et en présence des soumissionnaires ou leurs représentants qui souhaitent assister à la séance d'ouverture qui procédera dans une première étape à l'ouverture des plis de l'offre technique et financière.
- ✓ La commission vérifiera les offres techniques pour s'assurer qu'elles sont complètes, que les documents comportent les signatures nécessaires et que d'une façon générale les offres sont en règle.
- ✓ Au cours de l'ouverture des plis, le contractant annoncera les noms des soumissionnaires, le cas échéant, les autres informations que le contractant considère souhaitables.
- ✓ Le contractant dressera pour son propre usage, le procès verbal de l'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : Caractère confidentiel de la procédure d'examen et d'évaluation des offres.

12.1- Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres et aux recommandations relatives à l'attribution du contrat ne pourra être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne étrangère à la procédure d'examen et d'évaluation après l'ouverture des plis et jusqu'à la parution de l'avis d'attribution provisoire.

12.2- Toute tentative effectuée par un soumissionnaire pour influencer le contractant au cours de la procédure d'examen, d'évaluation et de comparaison des offres et dans sa décision relative à l'attribution du contrat conduira au rejet de l'offre de ce soumissionnaire.

ARTICLE 13 : Détermination de la conformité des offres au dossier de la consultation.

13.1- Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, le contractant devra s'assurer que chaque offre est pour l'essentiel, conforme aux conditions requises par le dossier de la consultation.

13.2- Lorsqu'une offre n'est pas conforme pour l'essentiel aux conditions requises par le dossier de la consultation, elle sera rejetée par le contractant.

ARTICLE 14 : Corrections des erreurs pour la comparaison des offres.

Au cours de l'évaluation, la commission compétente déterminera pour chaque offre le montant exact, en rectifiant le montant de l'offre s'il y a lieu sur la base qui suit :

- Lorsqu'il existe une différence entre le montant en chiffre, et le montant en lettres, le montant en lettre fera foi.

- S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu, en multipliant ce prix par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé.
- Lorsqu'il existe une différence entre le montant total en TTC obtenu après vérification et le montant en TTC de la soumission déclaré lors de l'ouverture des plis dans ce cas le montant vérifié fera foi.
- Au cas où le montant corrigé est différent au montant de la soumission, le montant à prendre en considération est celui du montant corrigé.

ARTICLE 15 : Evaluation et comparaison des offres.

15.1- Conformément aux dispositions des articles 72 et 160 du décret présidentiel 15-247 du 16 septembre 2015, la commission d'évaluation effectuera d'abord l'élimination des offres non-conformes à l'objet et au contenu du cahier des charges ainsi que les soumissionnaire dont le registre de commerce ne sont pas conformes à l'objet de la présente consultation et procédera à l'analyse des offres restantes reconnues conformes aux conditions requises par le dossier de la consultation.

L'évaluation du dossier de candidature sera exigée pour permettre la pré-qualification des soumissionnaires et procéder aux deux étapes suivantes.

1^{ère} PHASE : Condition d'éligibilité minimale des soumissionnaires.

L'évaluation du dossier de qualification s'effectue en vérifiant les pièces suivantes :

- 1- registre de commerce conforme et en accord avec l'offre de la consultation avec production du bail de location ou titre de propriété du local commercial

- 2- Ayant une moyenne des bilans comptables des trois dernières années certifiées par un commissaire au compte ou a défaut visé par les services des impôts supérieurs ou égal à deux million de dinars (**2.000 000,00 DA**)

Obs : Si le soumissionnaire ne remplira pas toutes les conditions figurantes dans la **1^{ère} Phase** l'offre sera éliminée

2^{ème} PHASE : Analyse financière

Les soumissionnaires remplissant les conditions d'éligibilité figurante dans la première phase seront pré – qualifiés pour un classement selon **l'offre la moins disante de la quantité minimale**

ARTICLE 16 : Attribution provisoire de l'offre retenue.

Conformément à l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics, l'avis d'attribution provisoire de l'offre retenue est inséré, quant cela est possible, dans les mêmes organes ayant assuré l'annonce de la consultation.

ARTICLE 17 : Contestations et recours

En application de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics, tout soumissionnaire peut introduire un recours dans les dix jours (10) à compter de la parution de l'avis d'attribution provisoire du contrat retenu auprès de la commission d'ouverture et d'évaluation.

ARTICLE 18 : Préparation des offres

La date de dépôt des offres et le jour d'ouverture des plis de candidature et financières correspondant au dernier jour de la durée de la préparation des offres. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant à 10h00 du matin.

Fait à.....le

Le Soumissionnaire
Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

Cahier des prescriptions spéciales

ARTICLE 1 : Objet de la consultation.

La présente consultation a pour objet l'acquisition de *Matériel et fournitures pour la formation post-graduation* au profit de la de la *Faculté de droit et de sciences politiques* à Sidi Bel Abbes dans le cadre de budget de fonctionnement 2023

Les soumissionnaires peuvent établir leurs offres en se référant à l'activité mentionnée sur le registre de commerce conformément aux devis du présent cahier des charges.

.**Désignation** :

ARTICLE 2 : Montant de l'offre (Consultation) .

Le montant de l'offre tel qu'il résulte des prix du bordereau et du devis estimatif s'élève à la somme en toutes taxes comprises(TTC):

En Chiffres:.....

En lettres:.....

.....

ARTICLE 3 : Délai de livraison.

Les délais d'exécution des PRESTATIONS objet de la présente consultation sont fixés à.....à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des PRESTATIONS.

OBS : Ce délai ne pas excéder 30 jours à compter de la notification du bon de commande prescrivant le commencement des PRESTATIONS.

ARTICLE 4 : Textes applicables.

- La présente consultation est régie par les textes réglementaires en vigueur et notamment:
- Les dispositions du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics.
- L'ordonnance n° 95-07 du 25/01/1995 relative aux assurances.
- L'ordonnance 09.01 du 22/07/2009, portant loi de finance complémentaire pour l'année 2009 et notamment l'article 29, relative à l'obligation de formalités de dépôt légal des comptes sociaux.
- La loi 04.02 du 23/06/2004 modifiée et complétée relative aux règles applicables aux pratiques commerciales.
- L'ordonnance 03.03 du 19/07/2003 relative à la concurrence.

ARTICLE 5 : Pièces contractuelles de la consultation.

Les pièces contractuelles constituant les offres de la consultation sont:

a) Documents administratifs

- La lettre de soumission.
- La déclaration à souscrire.
- Déclaration de probité.
- Le cahier des prescriptions spéciales et cahier des clauses administratives générales, désignés ci-après par les initiales « CPS et CCAG »

b) Documents techniques.

- Le cahier des prescriptions spéciales-Spécifications techniques.
- Le bordereau des prix unitaires
- Le devis quantitatif et estimatif.
- Le délai de livraison .

ARTICLE 6 : Domiciliation du fournisseur.

Le fournisseur domicilié à l'adresse suivante :

.....

Le Soumissionnaire
Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

ARTICLE 7: Qualité des produits , matériels et les fournitures

Le fournisseur s'engage à ce que les articles et les produits cités en objet sur le devis quantitatif soient neufs et de qualités exigés selon le contractant. (L'ordonnateur)

ARTICLE 8 : Pénalité de retard.

Si LES PRESTATIONS ne sont pas terminés dans les délais impartis il sera fait application d'une pénalité de retard déterminé comme suit : $P = M / 7xD$.

Où :

P = Montant de la pénalité par jour de retard.

M = Montant de l'offre retenue restant à réaliser après expiration des délais réglementaires.

D = délai contractuel d'exécution exprimé en jours.

Celle-ci étant applicable sans mise en demeure préalable.

Le montant total des pénalités est limité à 10% du montant initial de l'offre retenue..

ARTICLE 9: Condition de résiliation du contrat .

La résiliation du contrat sera faite conformément aux dispositions des articles 149, 150, 151, 152 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics.

ARTICLE 10 : Cas de force majeure.

Les cas de force majeurs sont ceux indiqués à l'article **27** du CCAG, comme : phénomène naturelle : qui n'est pas normalement prévisible.

ARTICLE 11 : Règlement des litiges.

A/ En cas de contestations ou litiges, relatifs à l'exécution du présente consultation Une procédure de règlement amiable, en vue de trouver une solution équitable pour les deux parties, sera introduite en commun accord conformément aux dispositions de l'article 153, 154 et 155 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics.

B/ A défaut de solution satisfaisante pour l'une ou l'autre partie seul le tribunal administratif de Sdi Bel Abbes sera compétent pour règlement du litige.

.ARTICLE 12: Mise en vigueur de l'offre retenue .

La mise en vigueur du contrat suite à l'offre retenue est subordonnée à :

L'approbation du contrat par le Doyen de la *Faculté de droit et de sciences politiques* de Sidi Bel Abbes.

La signature par les deux (02) parties contractantes.

Sa notification par le service contractant au service cocontractant

Le bon de commande de commencement des livraisons des prestations .

ARTICLE 13 : Décès, faillite ou règlement judiciaire du fournisseur.

Décès : En cas de décès du fournisseur, le contrat est résilié en plein droit sans indemnité.

Sauf à le contractant d'accepter s'il y a lieu les offres qui peuvent être faites par les héritiers pour la continuation des PRESTATIONS.

Faillite : La consultation est aussi résiliée de plein droit par le contractant sans indemnité sauf dans l'éventualité où le fournisseur ou l'entreprise aurait été autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de fournisseur.

Des offres peuvent être faites par le fournisseur ou l'entreprise pour la continuation du fournisseur.

ARTICLE 14 : Lutte contre la corruption

Conformément aux dispositions du décret présidentiel 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics, sans préjudice pénales, quiconque s'adonne à des actes ou à des manœuvres tendant à promettre d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour une autre entité, une énumération ou un avantage de quelque nature que ce soit, à l'occasion de la préparation, de la négociation, de la conclusion ou de l'exécution d'un contrat ou avenant, constituerait un motif suffisant pour annuler la consultation, le contrat ou l'avenant en cause. Il constituerait également un motif suffisant pour prendre toute autre mesure coercitive, pouvant aller jusqu'à l'inscription sur la liste des opérateurs économiques interdits sur la liste des opérateurs économiques interdits de soumissionner aux marchés publics et la résiliation du marché.

ARTICLE 15: Date et lieu de signature.

Le présent cahier de charge est signé à le

Le Soumissionnaire
Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

Déclaration De Candidature

1/Identification du service contractant :

Désignation du service contractant : **La Faculté de droit et de sciences politiques de Sidi Bel Abbes.**

2/Objet de la consultation : *Matériel et fournitures pour la formation post-graduation*

3/Objet de la candidature :

La présente déclaration de candidature est présentée dans le cadre d'une consultation :

Non ou Oui

Dans l'affirmative :

Préciser les numéros des lots ainsi que leurs intitulés:.....

.....

4/Présentation du candidat ou soumissionnaire :

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la société à l'occasion de la consultation.....

....., agissant :

En son nom et pour son compte.

Au nom et pour le compte de la société qu'il représente.

4-1/ candidat ou soumissionnaire seul :

Dénomination de la société :.....

.....

Adresse de la société:.....

Forme juridique de la société :

Montant du capital social :

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile) :.....

.....

4-2/ Candidat ou soumissionnaire groupement momentané d'entreprises :

Le groupement est Conjoint ou Solidaire

Nombre de membres dans le groupement (en chiffres et en lettres):

Nom du groupement :

Présentation des membres du groupement (chaque membre du groupement doit renseigner cette rubrique. Les autres membres du groupement doivent remplir cette rubrique dans une feuille jointe en annexe, en donnant un numéro d'ordre à chaque membre) :

1-Dénomination de la société:.....

Adresse du siège social :

Forme juridique de la société :

.....

Montant du capital social :

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile) :

La société est mandataire du groupement Non ou Oui

Les membres du groupement :

Signent individuellement l'offre du groupement et toutes modifications de la consultation qui pourraient intervenir ultérieurement.

Donnent mandat à un membre du groupement, désigné en qualité de mandataire, conformément à la convention de groupement qui accompagne l'offre, pour signer, en leur nom et pour leur compte, l'offre du groupement et toutes modifications de la consultation qui pourraient intervenir ultérieurement;

Dans le cas d'un groupement conjoint préciser les prestations exécutées par chaque membre du groupement, en précisant le numéro du lot ou des lots concerné(s), le cas échéant:.....

5/ Déclaration du candidat ou soumissionnaire:

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il n'est pas exclu ou interdit de participer aux marchés publics : '(procédures adaptées)

- pour avoir refusé de compléter son offre ou du fait qu'il s'est désisté de l'exécution d'un marché public; '(procédures adaptées)
- du fait qu'il soit en état de faillite, de liquidation de cessation d'activité ou qu'il fait l'objet d'une procédure relative à l'une de ces situations ;
- pour avoir fait l'objet d'un jugement ayant autorité de la chose jugée constatant un délit affectant sa probité professionnelle ;
- pour avoir fait une fausse déclaration ;
- du fait qu'il soit inscrit sur la liste des entreprises défailtantes ;
- du fait qu'il soit inscrit sur la liste des opérateurs économiques interdits de participer aux marchés publics ;
- du fait qu'il soit inscrit au fichier national des fraudeurs, auteurs d'infractions graves aux législations et réglementations fiscales, douanières et commerciales ;
- pour avoir fait l'objet d'une condamnation par la justice pour infraction grave à la législation du travail;
- du fait qu'il n'a pas honoré son engagement d'investir ;
- du fait qu'il ne soit pas en règle avec ses obligations fiscales, parafiscales et envers l'organisme en charge des congés payés et du chômage intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, le cas échéant, pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie ;
- pour n'avoir pas effectué le dépôt légal des comptes sociaux, pour les sociétés de droit algérien ;

Non ou Oui

Dans la négative (à préciser) :

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il:

-n'est pas en règlement judiciaire et que son casier judiciaire datant de moins de trois mois porte la mention « néant ». Dans le cas contraire, il doit joindre le jugement et le casier judiciaire. Dans le cas où l'entreprise fait l'objet d'un règlement judiciaire ou de concordat le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il est autorisé à poursuivre son activité.

-est inscrit au registre de commerce ou au registre de l'artisanat et des métiers, pour les artisans d'art ou détenir la carte professionnelle d'artisan, en relation avec l'objet du marché public, sous le n°.....du....., délivré par.....

-détient le numéro d'identification fiscale suivant :....., délivré par..... le....., pour les entreprises de droit algérien et les entreprises étrangères ayant déjà exercé en Algérie.

Le candidat ou soumissionnaire déclare qu'il n'existe pas des privilèges, des nantissements, des gages et/ou des hypothèques inscrits à l'encontre de l'entreprise.

Non ou Oui

Dans l'affirmative :(préciser la nature de ces privilèges, nantissements, gages et/ou hypothèques et joindre à la présente déclaration copie de leurs états, délivrés par une autorité compétente).

Le candidat ou soumissionnaire déclare que la société n'a pas été condamnée en application de l'ordonnance n°03-03 du 19 Joumada 1424 correspondant au 19 juillet 2003, modifiée et complétée, relative à la concurrence ou en application de tout autre dispositif équivalent:

Non ou Oui

Dans l'affirmative : (préciser la cause de la condamnation, la sanction et la date de la décision).....

Le candidat ou soumissionnaire seul ou en groupement déclare avoir les capacités nécessaires à l'exécution du marché public et produit à cet effet, les documents demandés par le service contractant dans le cahier des charges (lister ci-après les documents joints) :

..... ;
..... ;
..... ;
..... ;
..... ;
..... ;
..... ;
..... ;
..... ;
..... ;

Le candidat ou soumissionnaire déclare que :

- la société est qualifiée et/ou agréée par une administration publique ou un organisme spécialisé à cet effet, lorsque cela est prévu par un texte réglementaire :

Non ou Oui

Dans l'affirmative : (indiquer l'administration publique ou l'organisme qui a délivré le document, son numéro, sa date de délivrance et sa date d'expiration)

.....
- la société a réalisé pendant (indiquer la période considérée) un chiffre d'affaires annuel moyen de (indiquer le montant du chiffre d'affaires en chiffres, en lettres et en hors taxes) :

.....
dont % sont en relation avec l'objet de la consultation ou du lot (barrer la mention inutile).

-Le candidat ou soumissionnaire compte présenter dans son offre un sous-traitant :

Non ou Oui

Dans l'affirmative remplir le formulaire joint en annexe V du présent arrêté.

6/ Signature du candidat ou soumissionnaire seul ou de chaque membre du groupement

J'affirme, sous peine de résiliation de plein droit du marché public (procédures adaptées) ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n° 66-156 du 18 Safar 1386 correspondant au 8 juin 1966 portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Nom, prénom, qualité du signataire	Lieu et date de signature	signature
.....
.....
.....

N.B :

- Cocher les cases correspondant à votre choix.
- Les cases correspondantes doivent obligatoirement être remplies.
- En cas de groupement, une déclaration suffit pour le groupement.
- En cas d'allotissement chaque lot doit faire l'objet d'une déclaration.
- Lorsque le candidat ou soumissionnaire est une personne physique, il doit adapter les rubriques spécifiques aux sociétés, aux entreprises individuelles.

Le Soumissionnaire

Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ DJILALI LIABES SIDI BEL ABBES

Faculté de droit et de sciences politiques

Déclaration de Probité

1/ Identification du service contractant :

Désignation du service contractant : La *Faculté de droit et de sciences politiques* de Sidi Bel Abbès.

2/ Objet de la consultation : *Matériel et fournitures pour la formation post-graduation*

3/ Présentation du candidat ou soumissionnaire :

-Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la société à l'occasion de la consultation :

.....
.....

....., agissant :

En son nom et pour son compte.

Au nom et pour le compte de la société qu'il représente.

Dénomination de la société

.....
.....

Adresse de la société:.....

Forme juridique de la société :

.....

Montant du capital social :

.....

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile) :.....

.....

4/Déclaration du candidat ou soumissionnaire:

Je déclare que ni moi, ni l'un de mes employés ou représentants, n'avons fait l'objet de poursuites judiciaires pour corruption ou tentative de corruption d'agents publics.

Oui non

Dans l'affirmative :(préciser la nature de ces poursuites, la décision rendue et joindre une copie du jugement).

M'engage à ne recourir à aucun acte ou manœuvre dans le but de faciliter ou de privilégier le traitement de mon offre au détriment de la concurrence loyale.

M'engage à ne pas m'adonner à des actes ou à des manœuvres tendant à promettre d'offrir ou d'accorder à un agent public, directement ou indirectement, soit pour lui-même ou pour une autre entité, une rémunération ou un avantage de quelque nature que ce soit, à l'occasion de la préparation, de la négociation, de la passation, de l'exécution ou de contrôle d'un marché public ou d'un avenant.

Déclare avoir pris connaissance que la découverte d'indices concordants de partialité ou de corruption avant, pendant ou après la procédure de passation d'un marché public '(procédures adaptées) ou d'un avenant, sans préjudice des poursuites judiciaires, constituerait un motif

suffisant pour prendre toute mesure coercitive, notamment de résilier ou d'annuler le marché public ou l'avenant concerné et d'inscrire l'entreprise sur la liste des opérateurs économiques interdits de participer aux marchés publics. '(procédures adaptées)

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n° 66-156 du 18 Safar 1386 correspondant au 8 juin 1966 portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à, le.....

Signature du candidat ou soumissionnaire

(Nom, qualité du signataire et cachet du candidat ou soumissionnaire)

N.B :

- Cocher les cases correspondant à votre choix.
- Toutes les rubriques doivent obligatoirement être remplies.
- En cas de groupement, chaque membre doit présenter sa propre déclaration.
- En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant doit présenter sa propre déclaration.
- En cas d'allotissement, une déclaration suffit pour tous les lots. Le(s) numéro(s) de lot(s) doit (vent) être mentionné(s) dans la rubrique n° 2 de la présente déclaration.
- Lorsque le candidat ou soumissionnaire est une personne physique, il doit adapter les rubriques spécifiques aux sociétés, aux entreprises individuelles.

Le Soumissionnaire

Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ DJILALI LIABES SIDI BEL ABBES
Faculté de droit et de sciences politiques

Déclaration A Souscrire

1/Identification du service contractant :

Désignation du service contractant, *Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Sidi Bel Abbas*

Nom, prénom, qualité du signataire de la consultation :

2/Présentation du soumissionnaire et désignation du mandataire, dans le cas d'un groupement:

Désignation du soumissionnaire (reprendre la dénomination de la société telle que figurant dans la déclaration de candidature):

Soumissionnaire seul.

Dénomination de la société:.....

Soumissionnaire groupement momentané d'entreprises : Conjoint ou Solidaire

Dénomination de chaque société :

1/.....

2/.....

3/.....

../.....

Dénomination du groupement

.....

-Désignation du mandataire :

Les membres du groupement désignent le mandataire suivant

.....

3/Objet de la déclaration à souscrire :

Objet de la consultation : **Matériel et fournitures pour la formation post-graduation**

Wilaya(s) où seront exécutées les prestations, objet de la consultation : **Sidi Bel Abbas**

La présente déclaration à souscrire est présentée dans le cadre d'un marché public alloti :

Non ou Oui

Dans l'affirmative :

Préciser les numéros des lots ainsi que leurs intitulés:.....

.....

.....

offre de base

variante(s) suivante(s) (décrire les variantes sans mentionner leurs montants) :.....

.....

prix en option(s) suivant(s) (décrire les prestations, objet des prix en options, sans mentionner leurs montants) :.....

.....

4/ Engagement du soumissionnaire :

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché public prévues '(procédures adaptées) dans le cahier des charges, et conformément à leurs clauses et stipulations,

Le signataire

S'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Dénomination de la société:.....

Adresse du siège social :
Forme juridique de la société :
Montant du capital social :
Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers
ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile)
.....

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la
société à l'occasion du marché
public:.....
.....
.....

Engage la société, sur la base de son offre ;

Dénomination de la société:.....

Adresse du siège social :
Forme juridique de la société :
Montant du capital social :
Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou
autre (à préciser) (barrer la mention inutile)
.....
.....

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la
société à l'occasion de la consultation :
.....
.....
.....

L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

Présentation des membres du groupement (chaque membre du groupement doit renseigner cette
rubrique. Les autres membres du groupement doivent remplir cette rubrique dans une feuille jointe
en annexe, en donnant un numéro d'ordre à chaque membre) :

1/Dénomination de la société:.....

Adresse du siège social :
.....

Forme juridique de la société :
.....

Montant du capital social :
.....

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou
autre (à préciser) (barrer la mention inutile)
.....
.....

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la
société à l'occasion de la consultation :
.....
.....

Dans le cas d'un groupement conjoint préciser les prestations exécutées par chaque membre du
groupement, en précisant le numéro du lot ou des lots concerné(s), le cas échéant:

Désignation des membres	Nature des prestations	Montant HT des prestations
.....
.....
.....

à livrer les fournitures demandées ou à exécuter les prestations demandées aux prix cités à la lettre de soumission prévue à l'annexe IV du présent arrêté, et dans un délai de..... (en chiffres et en lettres)....., à compter de la date d'entrée en vigueur de la consultation, dans les conditions fixées dans le cahier des charges. Le présent engagement me lie pour le délai de validité des offres.

5/Signature de l'offre par le soumissionnaire :

J'affirme, sous peine de résiliation de plein droit de la consultation ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n° 66-156 du 18 Safar 1386 correspondant au 8 juin 1966 portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature
.....
.....
.....

6/décision du service contractant :

La présente offre est

A....., le

Signature du représentant du service contractant :

N.B :

- Cocher les cases correspondant à votre choix.
- Les cases correspondantes doivent obligatoirement être remplies.
- En cas de groupement, présenter une seule déclaration.
- En cas d'allotissement chaque lot doit faire l'objet d'une déclaration.
- Pour chaque variante présenter une déclaration.
- Pour les prix en option remplir une déclaration à part.
- Lorsque le soumissionnaire est une personne physique, il doit adapter les rubriques spécifiques aux sociétés, aux entreprises individuelles.

Le Soumissionnaire
Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

Lettre de Soumission

1/ Identification du service contractant :

Désignation du service contractant :

Faculté de droit et de sciences politiques de l'Université de Sidi Bel Abbes :

Présenté par Mr KARADJI MUSTAPHA Doyen de la faculté

2/ Présentation du soumissionnaire:

Désignation du soumissionnaire (reprendre la dénomination de la société telle que figurant dans la déclaration de candidature):

Soumissionnaire seul.

Dénomination de la société:.....

Soumissionnaire groupement momentané d'entreprises :

Conjoint ou Solidaire

Dénomination de chaque société :

1/.....

2/.....

3/.....

/.....

Dénomination du groupement :.....

3/ Objet de la lettre de soumission : **Matériel et fournitures pour la formation post-graduation**

Objet de la soumission :

Wilaya(s) où seront exécutées les prestations, objet du marché public: **Sidi Bel Abbes**

La présente lettre de soumission est présentée dans le cadre d'un marché public alloti :

Non ou Oui

Dans l'affirmative :

Préciser les numéros des lots ainsi que leurs intitulés:

.....
.....

4/ Engagement du soumissionnaire :

Le signataire

S'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

Dénomination de la société:.....

Adresse du siège social :

Forme juridique de la société :

Montant du capital social :

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile)

.....

.....

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la société à l'occasion de la consultation

.....

Engage la société, sur la base de son offre ;

Dénomination de la société:.....

Adresse du siège social :

Forme juridique de la société :

Montant du capital social :

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile)

.....

.....

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la société à l'occasion de la consultation :

.....

.....

.....

L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement

Présentation des membres du groupement (chaque membre du groupement doit renseigner cette rubrique. Les autres membres du groupement doivent remplir cette rubrique dans une feuille jointe en annexe, en donnant un numéro d'ordre à chaque membre) :

1/Dénomination de la société:.....

Adresse du siège social :

Forme juridique de la société :

Montant du capital social :

Numéro et date d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et des métiers ou autre (à préciser) (barrer la mention inutile)

.....

.....

Nom, Prénom, nationalité, date et lieu de naissance du signataire, ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché

public:.....

.....

.....

Après avoir pris connaissance des pièces de la consultation et après avoir apprécié, à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des prestations à exécuter :

-remets, revêtus de ma signature, un bordereau des prix et un détail estimatif, établis conformément aux cadres figurant au dossier de la consultation .
-me soumetts et m'engage envers(indiquer le nom du service contractant) à exécuter les prestations conformément aux conditions du cahier des prescriptions spéciales et moyennant la somme de
:.....
.....

(indiquer le montant du marché public en dinars et, le cas échéant, en devises étrangères, en chiffres et en lettres, et en hors taxes et en toutes taxes).

Imputation budgétaire :

Le service contractant se libère des sommes dues, par lui, en faisant donner crédit au compte bancaire n°auprès :

Adresse:

Ouvert au nom de

5/ Signature de l'offre par le soumissionnaire:

Affirme, sous peine de résiliation de plein droit de la consultation ou de sa mise en régie aux torts exclusifs de la société, que ladite société ne tombe pas sous le coup des interdictions édictées par la législation et la réglementation en vigueur.

Certifie, sous peine de l'application des sanctions prévues par l'article 216 de l'ordonnance n° 66-156 du 18 Safar 1386 correspondant au 8 juin 1966 portant code pénal que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de signature	Signature
.....
.....
.....

6/ Décision du service contractant :

La présente offre est

A....., le

Signature du représentant du service contractant :

N.B :

- Cocher les cases correspondant à votre choix.
- Les cases correspondantes doivent obligatoirement être remplies.
- En cas de groupement, remplir une seule déclaration.
- En cas d'allotissement chaque lot doit faire l'objet d'une déclaration.
- Pour chaque variante remplir une déclaration.
- Pour les prix en option remplir une déclaration à part.
- Lorsque le soumissionnaire est une personne physique, il doit adapter les rubriques spécifiques aux sociétés, aux entreprises individuelles.

Le Soumissionnaire
Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

Délai de livraison proposé par le soumissionnaire

DELAI DE LIVRAISON : Le délai de livraison de l'ensemble des fournitures est fixé à
En lettreEn chiffre à compter de la date de
réception du bon de commande.

Le transport des fournitures sur le site (*Faculté de droit et de sciences politiques* de
SIDI BEL ABBES sera assuré par le fournisseur.

LU ET APPROUVE
Le Soumissionnaire
Nom, prénom, qualité
et cachet du soumissionnaire

***BORDERAUX DES PRIX
UNITAIRES***

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Université djillali liabès de sidi bel abbes

Faculté de droit et de sciences politiques

19 Mars 1962

"P G R E"

ETAT DES BESOINS ANNEE / 2023

NOM:		Page 1/1
PRENOM:		
N° RC:		DATE:
MF:		
ADRESSE:		
N° MOBILE:		

N° ORD	Désignations	U/M	Qté	Prix uninaire
1	Carte PVC RFID : badges pvc coins arrondis . Finition: laminées brillants ou matte , Format : 85 x 54 mm,Support : PVC épaisseur 0,82 mm , badge de proximité vierge 125 KHZ 64 bits	U	3000	
2	Imprimante laser A4	KIT	4	
3	Chemises cartonne /rame de 200	Rame	50	
4	Papier super A4	Rame	600	
5	Imprimante badgeuse : Sublimation thermique , IMPRESSION DOUBLE FACE RECTO - VERSO , Résolutions ; 300, 600 et 1200 dpi , Impression bord à bord	KIT	1	
6	Lecteur encodeur RFID : Support les Cartes RFID 125 khz RFID , une connexion par câble USB pour PC (plug And Play)	KIT	4	
7	Karspersky internet sécurité 5 postes	U	10	
8	Karspersky internet sécurité 3 postes	U	10	
9	Imprimante laser couleur A4	KIT	2	
10	Cartouche laser rouge	U	4	
11	Cartouche laser noir	U	6	
12	Cartouche laser jaune	U	4	
13	Cartouche laser bleu	U	4	
14	Copieur format A4	KIT	1	
15	Tonneur copieur A4	U	10	
16	Copieur format A3	KIT	1	
17	Tonneur copieur A3	U	4	
18	Cartouche d'impression laser 35A	U	25	

